

Art. 52. Les membres du personnel contractuels qui sont en service au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, continuent à être rémunérés conformément à la réglementation contractuelle qui leur est applicable à ce moment. L'ancienneté pécuniaire qui leur est accordée au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté, continue à être valorisée.

Art. 53. La situation du crédit de maladie constitué au sein de l'entité d'origine le jour avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, est maintenue au sein de la KANTL.

Art. 54. Les membres du personnel qui ont accumulé mais non utilisé des jours ouvrables de congé de vacances conformément à la réglementation en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, peuvent prendre ces jours ouvrables de congé accumulés dans les années calendaires suivantes et au plus tard avant la retraite.

Art. 55. La période de congés non payés de 5 ans, visée à l'article X 62, § 1^{er}, 2^o, du statut du personnel flamand du 13 janvier 2006 est réduite des périodes similaires de congés non payés que le fonctionnaire avait obtenues en vertu du statut dont il relevait avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 56. Le membre du personnel auquel un congé avait été accordé conformément à la réglementation en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficie de ce congé jusqu'à la fin de la période pour laquelle le congé était accordé, sans pouvoir le prolonger, conformément à l'ancienne réglementation.

Art. 57. Le Ministre flamand ayant les affaires culturelles dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mai 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,
J. SCHAUVLIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/203919]

20 JUIN 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, l'article 4;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales Wallonie-Bruxelles;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 octobre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2012;

Vu les accords du Ministre de la Fonction publique, donnés les 8 novembre 2012 et 18 juin 2013;

Vu le protocole n° 590 du Comité de secteur XVI, établi le 14 décembre 2012;

Vu l'avis n° 52.780/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 février 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président qui a les Relations internationales dans ses attributions et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 38 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1^{er}, les mots « Elle est subordonnée à la vacance d'un emploi. » sont supprimés;

2^o le § 1^{er} est complété par les mots : « Au niveau A, l'agent peut être promu au grade de premier attaché, de directeur ou d'inspecteur général. »

A l'exception des promotions par avancement de grade aux grades de premier attaché, hors emploi d'encadrement, de gradué principal, d'assistant principal et d'adjoint principal et d'adjoint qualifié, la promotion par avancement de grade est subordonnée à la vacance d'un emploi de ce grade. ».

Art. 2. Dans le Titre III, Chapitre V, de l'arrêté précité, l'intitulé de la section 3 est remplacé par ce qui suit :

« Section 3. — De la promotion par avancement de grade aux grades de premier gradué, de premier assistant, de premier adjoint ».

Art. 3. A l'article 43, alinéa 1^{er}, de l'arrêté précité, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 1 est abrogé;

2^o les 2 à 4 deviennent 1 à 3.

Art. 4. Dans le Titre III, Chapitre V, de l'arrêté précité, l'intitulé de la section 4 est remplacé par ce qui suit :

« Section 4. — De la promotion par avancement de grade au grade de premier attaché, de gradué principal, d'assistant principal, d'adjoint principal et d'adjoint qualifié ».

Art. 5. A l'article 47 de l'arrêté précité, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les 1 à 4 deviennent 2 à 5;

2° à l'alinéa 1^{er}, il est inséré un 1 rédigé comme suit :

« 1. au grade de premier attaché, l'attaché »;

3° l'article est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Est promu par avancement de grade aux grades d'adjoint principal, d'assistant principal, de gradué principal et de premier attaché, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de rang de dix ans au moins pour le grade d'adjoint principal, et de quinze ans au moins pour les autres grades;

2° justifier de l'évaluation favorable;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

L'adjoint est promu par avancement de grade au grade d'adjoint qualifié après cinq ans d'ancienneté de rang, s'il satisfait aux conditions visées à l'alinéa 2, 2° et 3°.

La promotion est accordée une fois par an aux agents sans qu'ils aient à faire acte de candidature par le Comité de direction. ».

Art. 6. A l'article 48, alinéa 1^{er}, de l'arrêté précité, la phrase liminaire est remplacée par ce qui suit « Dans le respect du nombre de promotions prévues dans le niveau pour l'année en cours, par le plan annuel budgétisé visé à l'article 36, peut être promu par avancement de grade aux grades d'adjoint principal, d'assistant principal, de gradué principal, de premier attaché, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes : ».

L'alinéa 2 de l'article 48 de l'arrêté précité est supprimé.

Art. 7. A l'article 49, alinéa 1^{er}, de l'arrêté précité, les mots « Le Comité de direction établi » sont remplacés par les mots « Pour l'application des dispositions reprises à l'article 48, le Comité de direction établi, tous les deux ans, ».

Art. 8. L'article 257 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Art. 257. § 1^{er}. Aussi longtemps que les premières formations d'acquisition de compétences n'ont pas été dispensées et que l'organisation de l'épreuve de validation des compétences n'est pas clôturée :

1° la condition visée à l'article 44, alinéa 1^{er}, 3°, est remplacée par une condition d'ancienneté de quatre ans;

2° la condition visée à l'article 48, alinéa 1^{er}, 4°, est remplacée par une épreuve de valorisation interne.

§ 2. La condition visée à l'article 41, alinéa 1^{er}, 4°, n'est pas requise, aussi longtemps que le premier brevet de direction visé à l'article 105 n'est pas délivré.

La condition visée à l'article 44, alinéa 1^{er}, 5°, n'est pas requise, aussi longtemps que l'examen d'aptitude à l'encadrement n'est pas organisé.

La condition visée à l'article 44, alinéa 1^{er}, 6°, n'est pas requise, aussi longtemps que le test de sélection professionnelle n'est pas organisé. ».

Art. 9. Il est inséré un article 257/1 rédigé comme suit :

« Art. 257/1. § 1^{er}. L'épreuve de valorisation interne visée à l'article 257, § 1^{er}, 2°, 3°, est organisée tous les deux ans par l'organisme.

§ 2. L'administrateur général ou son délégué annonce par note de service l'organisation de l'épreuve à laquelle peut s'inscrire tout agent réunissant les conditions de promotion visées à l'article 48, alinéa 1^{er}, 1 à 3.

§ 3. Les examinateurs de l'épreuve sont désignés par les Gouvernements parmi les agents de l'organisme de rang A4 au moins. Les Gouvernements arrêtent le règlement d'ordre intérieur relatif à l'organisation de l'épreuve. L'administrateur général veille à son application.

§ 4. Le Comité de direction examine les rapports des examinateurs établis dans le cadre de l'épreuve et formule une proposition provisoire de classement des candidats pour les emplois de chaque grade sur base de la meilleure adéquation entre le profil de compétence des candidats et le profil de la fonction.

La proposition provisoire de classement est motivée et est notifiée aux candidats.

Tout candidat peut dans les quinze jours de la notification, faire valoir ses observations ou introduire une réclamation auprès du président du Comité de direction. Le Comité de direction statue sur la réclamation dans le mois de sa réception, après avoir entendu le réclamant si celui-ci en a exprimé le souhait. Le réclamant peut se faire assister de la personne de son choix.

La décision motivée du Comité de direction sur les observations ou la réclamation est notifiée à celui qui a introduit une réclamation ou qui a fait valoir ses observations.

En cas de modification de la proposition provisoire, la proposition motivée définitive de classement est notifiée à tous les candidats.

§ 5. L'administrateur général communique la proposition définitive de classement aux Gouvernements. ».

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 2011.

Art. 11. Les Ministres ayant respectivement dans leurs compétences les Relations internationales et la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/203919]

20. JUNI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie-Bruxelles International

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung, was die Angelegenheiten betrifft, die durch die Französische Gemeinschaft übertragen wurden, zu dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles;

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie-Bruxelles International;

Aufgrund des am 22. Oktober 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. November 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 8. November 2012 und am 20. Juni 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 14. Dezember 2012 aufgestellten Protokolls Nr. 590 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 18. Februar 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 52.780/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten, zu dessen Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen gehören, und des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 38 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 wird der Wortlaut "Sie setzt voraus, dass eine Amtsstelle offen ist." gestrichen;

2° der § 1 wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: "In der Stufe A kann der Bedienstete in den Dienstgrad des ersten Attachés, des Direktors oder des Generalinspektors befördert werden.

Mit Ausnahme der Beförderungen durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des ersten Attachés (mit Ausnahme der Führungsstellen), des Hauptgraduierten, des Hauptassistenten, des Hauptbeigeordneten und des qualifizierten Beigeordneten unterliegt die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad der Vakanz einer Stelle dieses Dienstgrads."

Art. 2 - In Titel III, Kapitel V des vorerwähnten Erlasses wird der Titel von Abschnitt 3 durch den folgenden Titel ersetzt:

"*Abschnitt 3* - Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad eines ersten Graduierten, eines ersten Assistenten und eines ersten Beigeordneten."

Art. 3 - In Art. 43, Absatz 1 des vorgenannten Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Punkt 1 wird gestrichen;

2° die Punkte 2 bis 4 werden zu den Punkten 1 bis 3.

Art. 4 - In Titel III, Kapitel V des vorerwähnten Erlasses wird der Titel von Abschnitt 4 durch den folgenden Titel ersetzt:

"*Abschnitt 4* - Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad eines ersten Attachés, eines Hauptgraduierten, eines Hauptassistenten, eines Hauptbeigeordneten und eines qualifizierten Beigeordneten."

Art. 5 - In Art. 47 des vorgenannten Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Punkte 1 bis 4 zu den Punkten 2 bis 5;

2° in Absatz 1 wird ein Punkt 1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"1. in den Dienstgrad eines ersten Attachés: der Attaché";

3° dieser Artikel wird durch 3 Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, wird durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Hauptbeigeordneten, des Hauptassistenten, des Hauptgraduierten und des ersten Attachés befördert:

1° ein Dienstaltes von wenigstens zehn Jahren im betreffenden Dienststrang haben für den Dienstgrad des Hauptbeigeordneten und von wenigstens fünfzehn Jahren für die anderen Dienstgrade;

2° den Nachweis einer positiven Bewertung erbringen;

3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein.

Der Beigeordnete, der ein Dienstaltes von fünf Jahren im betreffenden Rang hat, und den in Absatz 2, 2° und 3° genannten Bedingungen genügt, wird durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des qualifizierten Beigeordneten befördert.

Die Beförderung wird den Bediensteten einmal im Jahr durch den Direktionsausschuss gewährt, ohne dass sie sich bewerben müssen."

Art. 6 - In Artikel 48, Absatz 1 des vorerwähnten Erlasses wird der einführende Satz durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Unter Einhaltung der Anzahl Beförderungen, die für das laufende Jahr durch den in Artikel 36 angeführten jährlichen veranschlagten Anwerbungs- und Beförderungplan in dieser Stufe vorgesehen ist, kann der Bedienstete, der folgenden Bedingungen genügt, durch Aufsteigen im Dienstgrad in den Dienstgrad des Hauptbeigeordneten, des Hauptassistenten, des Hauptgraduierten und des ersten Attachés befördert werden:"

Absatz 2 von Artikel 48 des vorerwähnten Erlasses wird gestrichen.

Art. 7 - In Artikel 49, Absatz 1 des vorerwähnten Erlasses wird der Wortlaut "Der Direktionsausschuss erstellt" durch den Wortlaut "Für die Anwendung der in Artikel 48 angeführten Bestimmungen erstellt der Direktionsausschuss alle zwei Jahre" ersetzt.

Art. 8 - Artikel 257 desselben Erlasses wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. 257 - § 1. Solange die ersten Bildungsgänge für den Erwerb von Kompetenzen nicht stattgefunden haben und die Organisation der Prüfung zur Bescheinigung der Kompetenzen nicht beendet ist:

1° wird die in Artikel 44, Absatz 1, 3° erwähnte Bedingung durch die Bedingung eines vierjährigen Dienstalters ersetzt;

2° wird die in Artikel 48, Absatz 1, 4° erwähnte Bedingung durch die Bedingung eine interne Prüfung zur Bescheinigung der Kompetenzen ersetzt.

§ 2. Die in Artikel 41, Absatz 1, 4° erwähnte Bedingung wird nicht erfordert, solange das erste in Artikel 105 erwähnte Direktionszeugnis nicht erteilt wird.

Die in Artikel 44, Absatz 1, 5° erwähnte Bedingung wird nicht erfordert, solange die Eignungsprüfung für eine Führungsfähigkeit nicht organisiert worden ist.

Die in Artikel 44, Absatz 1, 6° erwähnte Bedingung wird nicht erfordert, solange der Berufsauswahltest nicht organisiert worden ist."

Art. 9 - Ein Artikel 257/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Art. 257/1 - § 1. Die in Artikel 257, § 1, 2°, 3° erwähnte interne Prüfung zur Bescheinigung der Kompetenzen wird alle zwei Jahre von der Einrichtung organisiert;

§ 2. Der Generalverwalter oder sein Beauftragter verkündet per Dienstmitteilung die Organisation jeder Prüfung, zu der sich jeder Bedienstete, der den allen in Artikel 48, Absatz 1, 1 bis 3 angeführten Beförderungsbedingungen genügt, einschreiben lassen kann.

§ 3. Die zu dieser Prüfung herangezogenen Prüfer werden von den Regierungen unter den Bediensteten bezeichnet, die wenigstens den Dienststrang A4 besitzen. Die Regierungen legen die allgemeine Prüfungsordnung fest. Der Generalverwalter überwacht deren Anwendung.

§ 4. Der Direktionsausschuss prüft die im Rahmen der Prüfung von den Prüfern erstellten Berichte und macht einen vorläufigen Vorschlag zur Einstufung der Bewerber für die in jedem Dienstgrad zu vergebenden Stellen auf der Grundlage der bestmöglichen Entsprechung zwischen dem Kompetenzprofil der Bewerber und dem Funktionsprofil.

Der vorläufige Vorschlag zur Einstufung wird mit Gründen versehen und den Bewerbern zugestellt.

Jeder Bewerber ist berechtigt, innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Zustellung seine Bemerkungen geltend zu machen oder eine Beschwerde beim Vorsitzenden des Direktionsausschusses einzureichen. Der Direktionsausschuss befindet über die Beschwerde innerhalb eines Monats nach ihrem Eingang, nachdem er den Beschwerdeführer angehört hat, wenn letzterer dies gewünscht hat. Der Beschwerdeführer ist berechtigt, sich dabei von einer Person seiner Wahl beistehen zu lassen.

Der begründete Beschluss des Direktionsausschusses über die Bemerkungen oder die Beschwerde wird demjenigen, der eine Beschwerde eingereicht oder seine Bemerkungen geltend gemacht hat, zugestellt.

Im Falle einer Änderung des vorläufigen Vorschlags wird der endgültige mit Gründen versehene Einstufungsvorschlag allen Bewerbern zugestellt.

§ 5. Der Generalverwalter teilt den Regierungen den endgültigen Einstufungsvorschlag mit".

Art. 10 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Oktober 2011 wirksam.

Art. 11 - Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die internationalen Beziehungen bzw. der öffentliche Dienst gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juni 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/203919]

20 JUNI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International"

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van "Wallonie-Bruxelles", artikel 4;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming, wat betreft de materies waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap is overgedragen, met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles";

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 tot goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen van "Wallonie-Bruxelles";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 oktober 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 november 2012;

Gelet op de instemmingen van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 8 november 2012 en 18 juni 2013;

Gelet op protocol nr. 590 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 14 december 2012;

Gelet op het advies nr. 52.780/2 van de Raad van State, gegeven op 18 februari 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President die bevoegd is voor Internationale Betrekkingen en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 38 van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International", worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 1, worden de woorden "Ze is ondergeschikt aan het vacant zijn van een betrekking" geschrapt;

2^o § 1 wordt aangevuld als volgt : "In niveau A kan de ambtenaar bevorderd worden tot de graad van eerste attaché, directeur of inspecteur-generaal.

Met uitzondering van de bevorderingen door verhoging in graad tot de graden van eerste attaché (excl. kaderfunctie), eerstaanwezend gegradueerde, eerstaanwezend assistent en eerstaanwezend adjunct en geschoold adjunct wordt de bevordering door verhoging in graad ondergeschikt gemaakt aan de vacature van een betrekking van die graad."

Art. 2. In Titel III, Hoofdstuk V, van voormeld besluit, wordt het opschrift van afdeling 3 vervangen door wat volgt :

"Afdeling 3 - Bevordering door verhoging in graad in de graden van eerste gegradueerde, eerste assistent, eerste adjunct".

Art. 3. Artikel 43, eerste lid, van voormeld besluit wordt gewijzigd als volgt :

1^o punt 1 wordt opgeheven;

2^o de punten 2 tot 4 worden de punten 1 tot 3.

Art. 4. In Titel III, Hoofdstuk V, van voormeld besluit, wordt het opschrift van afdeling 4 vervangen door wat volgt :

"Afdeling 4. — Bevordering door verhoging in graad in de graad van eerste attaché, eerstaanwezend gegradueerde, eerstaanwezend assistent, eerstaanwezend adjunct en geschoold adjunct".

Art. 5. Artikel 47 van voormeld besluit wordt gewijzigd als volgt :

1^o in het eerste lid worden de punten 1 tot 4 de punten 2 tot 5;

2^o in het eerste lid wordt een punt 1 ingevoegd, luidend als volgt :

"1. tot de graad van eerste attaché, de attaché";

3^o het artikel wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

De ambtenaar wordt bevorderd door verhoging in graad in de graden van eerstaanwezend adjunct, eerstaanwezend assistent, eerstaanwezend gegradueerde en eerste attaché als hij de volgende voorwaarden vervult :

1^o minstens tien jaar ranganciënniteit hebben voor de graad van eerstaanwezend adjunct, en minstens vijftien jaar voor de andere graden;

2^o aantonen dat de evaluatie positief is;

3^o niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;

De adjunct wordt door verhoging in graad bevorderd tot de graad van geschoold adjunct na vijf jaar ranganciënniteit als hij de in het tweede lid, 2^o en 3^o, bedoelde voorwaarden vervult.

De bevordering wordt één keer per jaar toegekend aan de ambtenaren zonder dat ze zich kandidaat moeten stellen, door het Directiecomité."

Art. 6. In artikel 48, eerste lid, van het voormeld besluit wordt de inleidende zin vervangen als volgt "Met inachtneming van het aantal bevorderingen voorzien in het niveau voor het lopende jaar door het jaarlijkse gebudgetteerde plan bedoeld in artikel 36, kan door verhoging in graad worden bevorderd tot de graden van eerstaanwezend adjunct, eerstaanwezend assistent, eerstaanwezend gegradueerde en eerste attaché, de ambtenaar die aan de volgende voorwaarden voldoet :".

Het tweede lid van artikel 48 van het voormeld besluit vervalt.

Art. 7. In artikel 49, eerste lid, van het voormeld besluit worden de woorden "Het Directiecomité stelt een voorlopig voorstel tot rangschikking van de kandidaten op" vervangen door de woorden "Voor de toepassing van de bepalingen opgenomen in artikel 48, stelt het directiecomité om de twee jaar een voorlopig voorstel tot rangschikking van de kandidaten op".

Art. 8. Artikel 257 van voormeld besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 257. § 1. Zolang de eerste vormingen voor het verwerven van de vaardigheden niet verstrekt zijn en de organisatie van de proef ter bevestiging van de vaardigheden niet afgesloten is :

1^o wordt de voorwaarde bedoeld in artikel 44, eerste lid, 3^o, vervangen door een voorwaarde van vier jaar anciënniteit;

2^o wordt de voorwaarde bedoeld in artikel 48, eerste lid, 4^o, vervangen door een proef van interne valorisatie.

§ 2. De voorwaarde waarvan sprake in artikel 41, eerste lid, 4^o, is niet vereist zolang het eerste directiebrevet bedoeld in artikel 105 niet is verstrekt.

De voorwaarde waarvan sprake in artikel 44, eerste lid, 5^o, is niet vereist zolang het geschiktheidsexamen voor staffuncties niet is georganiseerd.

De voorwaarde waarvan sprake in artikel 44, eerste lid, 6^o, is niet vereist zolang de beroepsselectietest niet is georganiseerd."

Art. 9. Er wordt een artikel 257/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art.257/1. § 1. De interne valorisatieproef bedoeld in artikel 257, § 1, 2^o, 3^o, wordt om de twee jaar door de instelling georganiseerd.

§ 2. De administrateur-generaal of zijn gemachtigde kondigt d.m.v. een dienstnota de organisatie van de proef af waarvoor elk personeelslid dat de bevorderingsvoorwaarden bedoeld in artikel 48, eerste lid, 1 tot 3, vervult, zich kan inschrijven.

§ 3. De examinatoren van de proef worden aangewezen door de Regeringen onder de personeelsleden van de instelling die minstens tot de rang A4 behoren. De Regeringen bepalen het huishoudelijk reglement betreffende de organisatie van de proef. De administrateur-generaal waakt over de toepassing ervan.

§ 4. Het Directiecomité onderzoekt de verslagen van de examinatoren die in het kader van de proef zijn opgesteld en formuleert een voorlopig voorstel tot rangschikking van de kandidaten voor de betrekkingen van elke graad op grond van de beste overeenstemming tussen het vaardigheidsprofiel van de kandidaten en het functieprofiel.

Het voorlopige voorstel tot rangschikking wordt gemotiveerd en aan de kandidaten medegedeeld.

Elke kandidaat kan binnen vijftien dagen na de mededeling zijn opmerkingen laten gelden of een bezwaar indienen bij de voorzitter van het Directiecomité. Het Directiecomité spreekt zich over het bezwaar uit binnen de maand na ontvangst ervan, na de bezwaarindiener te hebben gehoord als hij de wens daartoe geuit heeft. De bezwaarindiener heeft het recht om zich te laten bijstaan door de persoon van zijn keuze.

Van de met redenen omklede beslissing van het directiecomité over de opmerkingen of het bezwaarschrift wordt kennis gegeven aan degene die zijn opmerkingen heeft laten gelden of die een bezwaarschrift heeft ingediend.

Bij wijziging van het voorlopige voorstel wordt het definitieve, gemotiveerde voorstel aan alle kandidaten medegedeeld.

§ 5. De administrateur-generaal deelt het definitieve rangschikkingsvoorstel aan de Regeringen mee.”.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op 1 oktober 2011.

Art. 11. De Ministers bevoegd voor Internationale Betrekkingen en Ambtenarenzaken zijn, elk wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juni 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/203920]

20 JUIN 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, notamment l'article 4;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales Wallonie-Bruxelles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles international;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 octobre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2012;

Vu les accords du Ministre de la Fonction publique, donnés les 8 novembre 2012 et 18 juin 2013;

Vu le protocole n° 591 du Comité de secteur XVI, établi le 14 décembre 2012;

Vu l'avis 52.779/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 février 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président qui a les Relations internationales dans ses attributions et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « international » est inséré entre les mots « Wallonie-Bruxelles » et les mots « les membres »;

2^o il est inséré un § 1/1, rédigé comme suit :

« § 1/1. Les membres du personnel contractuel engagés à durée indéterminée, bénéficient, dans les mêmes conditions que les agents statutaires, des promotions visées aux articles 47 et 48 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International. ».

Art. 3. L'intitulé du chapitre VII de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit : « CHAPITRE VII. — De l'évaluation ».

Art. 4. L'article 11 de l'arrêté précité est remplacé par ce qui suit :

« Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire de Wallonie-Bruxelles international relatives à l'évaluation, à l'exception de l'article 129, sont applicables aux membres du personnel contractuel engagés à durée indéterminée.

L'entrée en service des contractuels engagés pour une durée indéterminée emporte première évaluation favorable du membre du personnel. ».

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 2011.